

DES PROFESSIONNELS ET DE LA VIOLENCE A L'ECOLE

Mireille Cifali

Introduction

Il n'est pas de jour que nous n'entendions parler de violence, violence entre les peuples, entre les hommes d'un même peuple, entre homme et femme, à l'école et sur la route de l'école... Il y a peu, on n'évoquait que la violence des adolescents comme rite initiatique pour entrer par effraction dans le monde adulte; les lycées étaient concernés. On parle aujourd'hui de violence d'enfants de 5 ans, et on travaille dans les maternelles. Pourtant depuis le début du siècle, avec la naissance de la psychanalyse, nous sommes des générations à avoir lutté contre la violence, rêvé d'un homme pacifié, tenté d'extirper de l'éducation la violence qui lui est liée.

Ni praticienne ni experte de la violence, je travaille avec des professionnels le lien éducatif ou les difficultés de l'altérité dans les métiers de l'humain. Clinicienne du travail professionnel, je ne suis donc pas insensible à l'atmosphère des écoles, de l'enseignement et de la rue. J'écoute les passions, les anathèmes et les prédictions, m'effraye d'un discours de haine et reste interrogative lorsqu'on ne parle que d'eux, de leur violence et que l'on tait la nôtre. La violence est un sujet qui nous concerne tous en tant qu'êtres humains mais aussi en tant que professionnels : nous sommes à compter parmi les facteurs de risque.

Les auteurs sur lesquels je me fonde sont autant des philosophes que des psychologues cliniciens, mais aussi des juges et des philosophes du droit. Je m'appuierai à plus d'une reprise sur un ouvrage récent : « *La justice et le mal* », sous la direction d'Antoine Garapon et de Denis Salas¹, qui étudient comment notre société évolue par rapport au droit. Je ne m'adresserai donc pas seulement aux thérapeutes, mais à tous ceux qui exercent un métier qui les met en contact avec d'autres humains, comme les enseignants ou les soignants. Et j'introduirai mon propos par une citation de Paul Ricoeur dans son ouvrage sur le *Mal. Un défi à la philosophie et à la théologie*: « *Au-delà de ce seuil, quelques sages s'avancent solitaires sur le chemin qui conduit à une renoncement complet de la plainte elle-même. Certains arrivent à discerner dans la souffrance une valeur éducative et purgative. Mais il faut dire sans délai que ce sens ne peut être enseigné : il ne peut être que trouvé ou retrouvé; et ce peut être un souci pastoral légitime d'empêcher que ce sens assumé par la victime ne reconduise celle-ci à l'auto-accusation et à l'auto-destruction.(...) L'horizon vers lequel se dirige cette sagesse me paraît être un renoncement aux désirs mêmes dont la blessure engendre la plainte : renoncement d'abord au désir d'être récompensé pour ses vertus, renoncement au désir d'être épargné par la souffrance, renoncement à la composante infantile du désir d'immortalité(...)* Je ne voudrais pas séparer ces expériences solitaires de sagesse

¹ Garapon A., Salas D.(dir), *La justice et le mal*, Paris, Odile Jacob, 1997.

de la lutte éthique et politique contre le mal qui peut rassembler tous les hommes de bonne volonté. Par rapport à cette lutte, ces expériences sont, comme les actions de résistance non violente, des anticipations en forme de paraboles d'une condition humaine où, la violence étant supprimée, l'énigme de la vraie souffrance, de l'irréductible souffrance, serait mise à nu. »¹

1. ETATS DES LIEUX

Nous sommes souvent tentés de nous centrer sur la plainte, l'horreur qui nous prend aux récits quotidiens d'une violence insidieuse : l'attaque de ceux qui sont au service de la communauté, le racket ou le meurtre par de très jeunes enfants. Nous pourrions, narrativement, faire le récit de ces événements qui tracent une ligne entre l'agresseur et sa victime. Les médias le font, abondamment, en provoquant notre indignation. On mobilise ainsi l'opinion par l'émotion ressentie, par la compassion qui nous vient envers la victime. Nous en déduisons presque immédiatement que la violence doit être éradiquée, que ceux qui en sont porteurs sont mauvais, qu'il faut les punir ou même les faire disparaître. Si la violence inscrit la souffrance dans notre vie, notre premier remède est de raconter, encore et encore dans des narrations auxquelles nous nous accrochons, parfois, fascinés.

Puis nous cherchons comment ça se produit, pourquoi ça éclate, dans l'espoir de sortir du sens commun. Existent des causes, des hypothèses qui nous permettent en effet de comprendre. Pour nous extraire de l'émotion première, il nous faut d'abord différencier agressivité et violence, pour que tout ne se mélange pas. Certains ont haut et fort affirmé depuis longtemps que l'agressivité fait partie des pulsions de vie, qu'elle est nécessaire à notre survie, mais aussi à l'apprendre, et qu'avoir à intégrer notre capacité à faire mal est une épreuve au centre de notre destin d'humain². Quant à la violence, si nous y répondons par la définition habituelle : « faire mal consciemment », nous restreignons à ce point son champ que nous nous cantonnons au seul champ légal et à une violence d'état. « La violence est définie comme l'usage de la force, quelle que soit la légitimité ou non-légitimité de cette force. En revanche, des formes de contrainte plus subtiles ou indirectes, comme la menace, la persuasion, la séduction, l'apprentissage par répétition, sont exclues de cette définition. », écrit Yves Michaud³.

Je ne travaillerai pourtant pas cette différence entre agressivité et violence, et m'en tiendrai au sens commun qui souvent les amalgame. Je renvoie pour plus de précisions à ceux qui oeuvrent avec la violence, tels Eric Debardieux, Francis Imbert, Yves Michaud, Jacques Pain, Jacques Sélosse, et d'autres encore⁴. Je

¹ Ricoeur P., *Le mal. Un défi à la philosophie et à la théologie*, Genève, Labor et Fides, 1996.

² Voir Cifali M., *Le lien éducatif. Contre-jour psychanalytique*, Paris, PUF, 1994.

³ Michaud Y., *La violence apprivoisée*, xxxxxx

⁴ Debardieux E., *La violence en milieu scolaire. I Etat des lieux*, ESF, 1996.; Imbert F. et le GRPI, *Médiations, institutions et lois dans la classe*, Paris, ESF, 1994; *L'inconscient dans la classe*, transferts; *Violence et politique*, Paris,

souhaite juste défaire certaines images, et prendrai prioritairement celles qu'ont parfois les enseignants fréquentant des adolescents.

Adolescence

Bien des auteurs se sont penchés sur les phénomènes propres à l'adolescence prise dans notre actualité. Travaillant surtout dans les collèges de banlieue, ils ont tentés de repérer les évolutions. On parle de montée de violence, de démotivation, de fragilité psychique, d'une différenciation entre réel et imaginaire qui aurait du mal à se soutenir; on parle de limites qui n'existent plus, d'un "tout est possible" qui se conjugue au quotidien, d'un futur qui s'arrête à tout à l'heure, d'un passé qui ne ferait plus fondation; l'autre y serait un objet dont on se sert ... Pour ceux qui sont rejetés, exclus, il y aurait de la violence active, des dégradations, des menaces, des passages à l'acte, du verbal injurieux. Pour d'autres il y aurait des passages à l'acte, si l'on peut dire, "passifs" : léthargie, résistance par le rien faire, refus de se relationner, rupture de parole, certitude d'un pouvoir que rien ne peut entamer et qui ne se laisse pas intimider par le pouvoir de l'autre ... "La crise dans la crise", comme la nomme Jacques Pain.

Un adolescent n'est toutefois pas plus dévoyé que nous ne l'étions, il l'est autrement, tente de faire face à ce qui brasse à l'intérieur, nous renvoyant de quoi nous angoisser. Ce qu'il vit, montre que quelque chose de la relation à l'autre est difficile. Toutes les périodes historiques - la nôtre comme celles qui nous ont précédés - ont à se débrouiller avec l'altérité. La prégnance de l'individualisme rend ce rapport à l'altérité plus douloureux encore. Si le sujet s'est individualisé, s'il n'est plus une part incarnée d'une norme, alors se pose le problème de son rapport à l'autre, au public, à la communauté : peut-on être seul sans se lier; comment se relier si ce qui importe c'est soi; que vient faire l'autre et ses exigences ? Un tel adolescent ne peut pas être autrement Il n'est pas comme certains professionnels voudraient qu'il soit. Ce n'est pas de sa part mauvaise volonté ou mauvaise intelligence. Il tente, comme il le peut et sans savoir ce qui se passe, de trouver de quoi vivre. Il n'y a pas d'adolescent dans la généralité, il y a des êtres aux prises avec leur présent, leur labilité, qui ne sont pas ce qu'ils montrent et qui payent le prix de certaines dissolutions des liens.

Il y a différents degrés de violence, et celle-ci peut être décuplée par le milieu que l'on a aménagé pour eux. Toute trace d'irrespect, toute parole bâillonnée, toute humiliation, toute culture d'angoisse, exaspèrent cette violence. La violence se fabrique, et nous y participons avec certaines logiques institutionnelles et personnelles. Nous pouvons attiser la violence d'un autre par certaines de nos paroles ou de nos gestes, l'exacerber lorsque nos relations à lui se conjuguent en rapport de forces, lorsque nous ne nous déprenons pas du sentiment que nous sommes visés dans notre territoire. Nous pouvons alors parfois faire monter les

enchères, ne pas trouver les dérives qui permettent à la violence de se terminer en paroles : les repères symboliques et le rapport à la loi disparaissent pour l'effcience de la loi du plus fort.

La violence, Jacques Pain le répète, est une attitude de défense, mais c'est encore une attitude de vie, qui dit l'intolérable. Lorsqu'on arrive à entrer en relation avec cet autre, quelque chose peut se transformer. Il importe de ne pas se faire une image d'un adolescent comme violent; non il a certes parfois des comportements violents auxquels il faut répondre, mais ce n'est pas son essence d'être violent. Il y a une différence entre l'acte et la personne, la personne est toujours susceptible d'évolution. On a tous été confrontés au fait de croire qu'un autre était ceci ou cela et de découvrir qu'il peut être autre chose. Si l'on se déplace un peu, il se déplace. Ceux pour lesquels on a les adjectifs les plus négatifs peuvent être tout à fait le contraire dans d'autres circonstances. D'où l'importance de ne jamais généraliser nos jugements comme nous le faisons si souvent : « les adolescents sont violents », « les adolescents sont démotivés »; ce ne sont que certains, et encore à certains moments.

Implication

Il y aurait donc des faillites dans la socialisation de l'enfance. On va dire : mais à qui la faute ? Ce n'est pas la question. Mais la responsabilité des uns et des autres est engagée. Responsabilité n'est pas culpabilité, elle est la contrepartie de notre liberté à agir, de cette éthique issue du XIXème où nous sommes responsables des conséquences de nos actes. Cette responsabilité, nous la mettons à mal nous autres adultes en n'assumant pas la part qui nous revient. Ce n'est pas la faute des parents, qui se débrouillent comme ils peuvent, parfois certes à rebours du bon sens, mais aussi eux n'ont plus guère de repères, veulent faire bien, accordent tout, ne mettent pas de limite, se déchargent de la garde sur la télévision, n'ont plus le temps pour consacrer à un « faire avec », donnent trop, renforcent la toute-puissance, jouent copain copain, ne font pas la différence entre le monde adulte et celui de l'enfance, font partager des problèmes adultes à ceux qui n'en ont pas l'âge. La faute n'est pas aux parents, ils s'y prennent comme ils peuvent, avec leurs propres repères puisque les repères sociétaux ne fonctionnent plus. Est-ce la faute de la télévision ? Elle a sa part, mais cela ne suffit pas, il faudrait une lucidité dans les répercussions du rapport à l'image et de comment les engager dans une symbolisation et un échange. Est-ce la faute de l'école qui n'arrive pas à tout faire, ou qui renonce elle aussi, et qui ne fonctionne pas comme espace de reconnaissance, espace de confiance, espace où les jeunes peuvent à la fois être sûr d'une estimation même s'ils sont soumis à critique, et que leurs incapacités inéluctables sont nommées. Evidemment non, dans cette globalité, mais c'est de la responsabilité des uns et des autres.

Le problème de reconnaissance de l'autre est cruciale dans le grandir.. Jacques Sélosse, qui a très longtemps travaillé avec les adolescents et écrit des articles essentiels pour notre compréhension, avance ceci : « Ce qui paraît central dans la socialisation, c'est que l'être humain sente et sache qu'il signifie quelque chose pour

autrui, et cela à tous les âges de la vie, par symétrie, complémentarité (réciprocité, réversibilité, mutualité). L'insécurité affective, les expériences dévalorisantes, les échecs répétés, les rejets, les exclusions, les trahisons, sont autant de blessures qui laissent des traces plus ou moins bien cicatrisées. Elles peuvent entraîner des comportements désabusés de la part de sujets devenus incapables d'entrer en interaction sociale, de se mettre à la place de l'autre, d'intégrer des rôles et de satisfaire à des statuts¹. » Il précise ailleurs: « Cette élaboration progressive d'un sentiment d'identité valorisée dépend de l'attention portée par autrui, du succès de l'activité, de l'estime accordée. La conscience au monde d'un individu dépend de la conscience du monde à son égard. Le besoin de contact et d'échanges est corrélatif à un approfondissement de la conscience de soi. »². Et pour beaucoup, ils n'ont que peu rencontré cette reconnaissance et ont accumulé jugement sur jugement.

Il est donc notoire que la perte des repères et des civilités, une éducation conçue sans contraintes, la disparition des figures d'autorité produisent des effets sur le psychisme. Comme le montre Francis Imbert et le Groupe de Recherche en Pédagogie Institutionnelle³ qui travaillent dans l'école maternelle, il y a de plus en plus « d'enfants bolide », d'enfants qui n'ont pas d'existence comme sujet et qui se heurtent à eux-mêmes et aux autres, ne peuvent se concentrer, sont dans l'agressivité et la violence, le fait qu'un autre existe à côté d'eux étant menaçant pour leur propre existence. L'individualisation, la nécessité idéologique d'être soi rend de plus en plus difficile notre rapport à l'autre. Les pathologies modernes du narcissisme font qu'on ne sait plus trop quoi faire de l'autre, qu'on a envie de lui rentrer dedans ou de l'éliminer. Nous avons gagné notre individualité, sommes des êtres qui veulent avoir des droits, mais sommes de moins en moins reliés au social. L'acceptation d'être « un parmi d'autres », comme le développe Francis Imbert ou Marcel Gauchet fait problème. On parle aussi de phénomènes de désidentification (Jacques Pain). Déni, défi, délit, délocalisation : certains sont sans lieu, déplacés, aspirés par le vide, et donc violents

Devant les problèmes surgis dans la cour de récréation, sur le chemin l'école ou en son sein, on en déduit que les rapports de violences s'accroissent, que l'évolution est inquiétante et que la démocratie même en est fragilisée. D'autres, souvent spécialistes de la violence comme Jacques Sélosse, montrent que l'évolution de nos sociétés occidentales va au contraire vers une pacification des rapports entre les personnes, qu'on préfère aujourd'hui négocier que s'affronter. C'est également l'analyse de Marcel Gauchet⁴ qui, comme historien, écrit qu'avec la crise que nous traversons, ce pourrait être bien pire et que ça aurait été bien pire dans le passé.

¹ Sélosse J., *op.cit.*, p.124 ?

² Sélosse J., *Ibid.*, p.9.(?)

³ Imbert F. et le GRPI, *Médiations, institutions et lois dans la classe, op.cit.*; *L'inconscient dans la classe. Transfert et contre-transfert, op.cit.*; *Vivre ensemble*, ESF, à paraître.

⁴ Sélosse J., *op.cit.*, ; Gauchet M., La personnalité contemporaine et les changements des modes symboliques de socialisation, *Travailler le social*, n°13, 1995/1996, pp. 10-28.

Donc, il y a des causes, mais qui vont bien au-delà de la responsabilité d'une famille ou d'une mère, qui sont un ensemble sur lequel nous devons réfléchir et dont nous sommes aussi responsables. La violence de certains, ceux qu'on désigne comme étant les violents, est une fabrication. Ils sont mus par quelque chose dont ils ont eux aussi une certaine responsabilité. Il est donc important de ne pas cibler notre inquiétude sur eux mais de la cibler sur ce que nous fabriquons, nous en tant qu'adultes avec eux dans cette société.

Professionnels inclus

Winnicott écrivait, parlant du thérapeute, qu'il lui revenait de s'y repérer dans la cruauté qui est forcément la sienne, afin de ne pas l'actualiser sur un autre¹. Cela revient à sa charge de professionnel. J'en dirais de même pour tout métier de l'humain, qu'il s'agisse de soigner, d'instruire ou d'éduquer. Notre cruauté est à travailler, en prenant conscience qu'elle peut s'actualiser d'autant plus facilement que nous sommes fragilisés, que nous ne comprenons plus, qu'un autre n'est plus notre miroir et nous surprend par ses actes. Nous ne la travaillerons que si nous arrivons à parler de ce qui nous arrive, quand on est pris par l'autre, que nos garde-fous habituels ne fonctionnent plus. Souvent on a honte de nos réactions excessives, pourtant nous ne pouvons être autrement. Avoir honte, c'est se cacher, taire. Or si on n'en parle pas, on ne peut penser ce qui se passe, ni se distancer, ni en prendre la mesure. C'est ce qui arrive souvent dans le métier d'enseigner.

Chaque métier a son idéologie défensive, là où l'on construit une manière de se défendre de la peur. La peur de notre faiblesse, la peur de parler de nos difficultés appartiennent à ce registre. Cela dépasse un individu. La peur structure les métiers. Une loi du silence les traverse aux endroits de leur fragilité, là où pour certains il y a danger de mort, là où pour d'autres, il y a danger psychique. On ne badine pas avec la peur, ni avec les systèmes de défense mis en place. On ne les ridiculise pas. Mais on ne s'y arrête pas non plus. Il y a des systèmes de défense qui remplissent leur office mais qui handicapent parce qu'ils mobilisent notre énergie, réduisent le champ de notre action et de notre pensée. La peur comme l'angoisse peuvent se traiter différemment, avec un moindre coût psychique, une plus grande fluidité et de l'inventivité. C'est en cela que la parole et la compréhension peuvent remplacer certaines défenses. En gardant le silence, on finit par crever de solitude, et on peut demeurer aveugle quant à notre pire. Nous n'évoluons que parce que les autres nous tirent hors de nous-mêmes.

La crise que nous traversons met en déroute les repères identificatoires de certains métiers, elle les surprend, les laisse parfois démunis, d'autant qu'ils oeuvrent sur le terrain découvert du social. Les repères d'avant ne fonctionnent plus, ils semblent avoir perdu quelque chose qui leur était indispensable. Ils traversent une période où se marquent des changements. Les indices sont là : la plainte et la comparaison avec un passé souvent idéalisé mais qui est point d'appui par rapport à un présent ressenti

¹ Winnicott D.W., *Cure, Conversations ordinaires*, Gallimard, 1988, p. xxxxx

comme détérioré; la souffrance causée face à ce qui ne fonctionne plus comme avant ... Comme dans toute crise - sociale ou individuelle - , on peut trouver soit une explication extérieure qui délivre de toute responsabilité, soit une explication intérieure culpabilisant la personne qui ne serait plus suffisamment adéquate. L'une et l'autre position est dangereuse. Ainsi la culpabilisation des enseignants, leur remise en question frontale est nocive en ce qu'elle nie la difficulté du moment et qu'elle ne tient pas compte de la normalité de la souffrance causée par des remaniements qui n'étaient pas prévus. Ainsi la déresponsabilisation des professionnels rejetant la faute sur les autres est également pernicieuse.

Une crise articule le social avec l'individuel¹; relie des événements qui ne dépendent pas de nous, à la manière dont nous y réagissons. C'est pourquoi chacun d'entre nous ne traverse pas une crise de la même manière que son voisin : certains souffrent sans perspective de dégagement, d'autres trouvent de quoi créer, d'autres encore n'en sont pas surpris. Toute crise fait cependant émerger des pulsions de mort, des craintes de destruction; nous savons aussi qu'elle est une chance pour la création, moment structurant pour un « autrement ». Il y a cependant de l'indécidable : nous sommes les acteurs d'un drame dont nous ne connaissons pas l'issue. La crise débouchera-t-elle sur notre défaite ou y gagnerons-nous de la dignité; laissera-t-elle le pire de l'humain nous envahir ? Pas de réponse en blanc et noir, pas d'angélisme, pas de croyance en un meilleur inéluctable. Cette incertitude, il s'agit de l'assumer. Toute crise débouche sur du pire et sur du meilleur; il nous faut dès lors continuellement nous coltiner à ce pire, sans espoir qu'il ne régresse totalement.

J'ai cependant une conviction : nous avons à accepter de travailler la part qui nous revient, à ne pas nous décharger de notre responsabilité. Ce qui émerge est souvent ce que nous avons cru pouvoir mettre de côté. Une crise nous force à remanier nos investissements. Ainsi la violence de certains devrait nous interroger sur notre propre violence; l'émergence d'un désarroi existentiel pour les adolescents devrait nous imposer de considérer si nous sommes fiables, comment notre désir de vivre tient le coup, si nous nous estimons suffisamment et demeurons vivants. La transformation de l'autorité, la disparition des identités fermées, la nécessité d'autres solidarités et l'urgence d'une articulation originale entre individu et collectif, nous imposent des défis, nous contraignant à nous positionner.

Les métiers de l'éducation sont en mouvance, comme les autres. Y gagnerons-nous en responsabilité, initiative, production de savoir, intelligence ? Certainement. Mais le mouvement ne se fera pas du jour au lendemain. Il exige que nous nous risquions, acceptions les incertitudes, prenions notre place sans attendre qu'elle nous soit imposée; que nous inventions dans le cadre donné, ne cédions pas sur des définitions simples et commodes mais qui nient un pan de la réalité, n'éliminions pas la relation pour le savoir ou vice versa; que nous nous sachions être engagés en

¹ Barus-Michel J., Giust-Desprairie F., Ridet L., *La crise*, Paris, Desclée de Brouwer, 1996.

tant que personne dans un métier défini socialement, continuions à apprendre des autres métiers et de l'expérience, acceptions d'échanger, de parler de nos difficultés, fassions éclater la norme du bien faire et la peur de l'erreur; que nous considérions une classe non pas comme une masse inorganisée qui fait peur par sa puissance, mais comme une organisation qui doit se structurer, où les individus ne sont pas annihilés, où la parole circule et le dialogue peut défaire les imaginaires et les violences duelles.

Il y a, comme à toute époque, du travail pour que les forces de destruction ne l'emportent pas, que les plaintes ne ternissent pas la vie. Et cela revient à chacun, homme ou femme de terrain, homme ou femme de la hiérarchie. Cela demande d'écouter l'autre, au lieu de faire taire sa différence; d'accepter d'être marqué par cette différence au point de vaciller dans nos certitudes. A tous les niveaux, nous sommes conviés à nous interroger et réfléchir avec les autres et non pas tout seul. De quoi mobiliser les énergies des professionnels, même si la réalité résiste, que les mesquineries n'en finissent pas. La violence dans nos métiers ne peut être passée sous silence : violence symbolique, violence de parole, poursuite de notre destructivité. Nous créons de l'exclusion, nous créons du rejet, en lâchant notre mission de socialisation.

2. VULNERABILITE

Notre approche de la violence est d'autre part colorée par comment nous nous situons nous-mêmes par rapport à elle. Gauchet, avec d'autres historiens, font l'hypothèse d'une pacification des relations, d'une diminution de la violence entre les individus et à l'intérieur de soi. Ils montrent qu'effectivement aujourd'hui le rapport à la violence entre les civils et dans le quotidien a évolué¹. Nous avons pour la plupart horreur de la violence, nous ne savons plus nous défendre, le corps à corps nous fait peur. Nous avons banalisé la violence à travers l'image, et la pacification va de pair avec des explosions de violence : plus certains se pacifient, plus d'autres n'ont qu'elle comme recours d'exister. Je ne parle pas de la violence étatique, celle entre les nations, mais de la violence au quotidien des relations.

Hugues Lagrange l'évoque : nous nous débrouillons mal avec la violence, nous avons positivé des valeurs comme le dialogue, l'écoute, etc. Et justement nous sommes rattrapés par d'autres qui vont nous chercher là où nous ne savons plus comment nous y prendre et nous n'avons plus le courage de répondre. En ces endroits nous sommes devenus fragiles. En travaillant avec des formateurs, je me suis aperçue d'une dérive, celle de notre positif. Ainsi, par exemple la notion de respect. On égraine : « Il y a à respecter l'autre, se centrer sur ses besoins, ne pas le violenter ». J'ai mené une session de formation sur la violence. J'ai demandé aux formateurs où ils rencontraient la violence dans leur travail. Ils m'ont donné deux réponses qui m'ont fait réfléchir. Premier élément, exemple d'une violence agie :

¹ Lagrange H., *La civilité à l'épreuve*, Paris, PUF, 1995.

lorsqu'on impose des dispositifs à des stagiaires; deuxième élément, exemple d'une violence subie : lorsque des stagiaires refusent les dispositifs proposés. Qu'est-ce que cela veut dire ? Dans un tel respect de l'autre on ne veut plus le bousculer, ni lui imposer, ni aller le tirer de là où il est, on a peur de lui faire mal. L'autre est aussi sur ce registre là, il nous dit « Laisse-moi où je suis, respecte-moi dans ma différence, j'ai une identité, j'ai des droits par rapport à cette identité. » Le respect est en train de paralyser nos relations humaines puisqu'il n'y a pas de grandissement, d'évolution, de guérison, d'évolution psychique si on nous laisse là où nous sommes.

Existent évidemment des professionnels qui sont sadiques, des professionnels qui, comme dit Winnicott actualisent leur cruauté, qui sont violents, à la limite même racistes. D'un autre côté règnent une tolérance et une montée du respect qui paralysent nos actions. Nous ne pouvons pas choisir le mal mais dans nos actes nous allons faire mal. Nous sommes bien obligés d'assumer ces gestes pour ne pas laisser l'autre là où il est, parce que le mal, comme le dit bien Sibony, c'est le laisser enfermé en lui-même. Nous avons de la peine à penser la dimension du mal dans nos champs professionnels.

Quand des formateurs disent : « On ressent comme violents des stagiaires qui contestent notre dispositif », c'est qu'on ne supporte plus la contradiction, plus quelqu'un qui nous rejette, on ne peut être que parmi ceux qui sont comme nous, qui ont les mêmes convictions. Quelque chose tourne autour de notre difficulté à accepter le conflit, la confrontation entre nos convictions et les leurs. Notre vulnérabilité par rapport à la violence vient de cette évolution-là. J'ai travaillé sur l'écoute, le rapport à l'autre, et je suis maintenant en train de retrouver les valeurs positives du conflit et de la confrontation. D'ailleurs ceux qui travaillent avec des jeunes avancent que s'il n'y a pas de conflit, on récolte la violence, les adultes n'entrent plus en interaction, en corps à corps, se défilent en disant « je te comprends » sans être dans une présence face à l'autre, et laisse alors les jeunes dans la surenchère d'un comportement d'existence, à la recherche désespérée d'un « reconnais-moi ». avec du conflit. A qui peuvent-ils causer, ceux en dérive, qui ne cessent d'être humiliés et qui humilient à leur tour ? En quoi avons-nous déserté la confrontation, le conflit, pour des termes qui instaurent notre respect et le bien, mais finissent par nous faire fuir la rencontre. Les historiens le dessinent, nous sommes des adultes fragilisés, dans l'incapacité de répondre et qui vont déléguer le comment répondre aux spécialistes.

Faire avec le mal

Nous ne pouvons certes pas choisir le mal, comme l'écrit Sibony : « Donc à la limite, *choisis le bien* veut dire : reconnais qu'il y a le mal mais, s'il arrive, que se soit par-delà tes projets. » et plus loin « *La place que je fais au mal, c'est d'abord de le reconnaître; reconnaître qu'il y a le mal ne veut pas dire l'accepter. Mais le refus de l'accepter ne peut être que local, ponctuel; si refus global il y a, c'est seulement*

au sens où nous ne voulons pas aller vers le mal »¹. Avons-nous suffisamment interrogé notre rapport au mal, à quel moment notre tolérance devient intolérance ? La psychanalyse nous a fourni plus d'une compréhension, mais est-ce suffisant ? Olivier Abel évoque actuellement l'existence d'un mécanisme négationniste quant au mal : « *De ceci ou de cela ne peut sortir qu'une sorte d'anesthésie quant au malheur, une inquiétante dénégation, une manière d'amputer sa vie pour ne pas sentir le mal, pour ne pas souffrir, ne pas avoir fait souffrir, ne pas avoir souffert, et ne pas sentir que d'autres ont souffert. Et la force de ce mécanisme négationniste quant au mal vient de son caractère impératif : c'est pour le bien de tous qu'il faut nier le mal, le minimiser jusqu'à la corde si je puis dire, et donner en exemple le déni de malheur. La question centrale ici est donc : peut-on sentir le mal ? Peut-on sentir le mal que l'on a fait souffrir à autrui ? Sentir simplement le mal souffert par autrui, tout à fait en dehors de nous ?* »²

Aborder la violence, c'est bel et bien se confronter au mal. « *Faire le mal, c'est alors commettre une faute, et d'abord envers soi-même, envers la cohérence de sa propre vie, de sa propre histoire, de son propre agir; c'est se tromper, se mentir à soi-même, se faire mentir, ruiner la possibilité et le sens de sa propre action. Mais faire le mal, c'est aussi faire mal, faire souffrir autrui. On se trouve ici moins devant la lointaine loi que devant le proche visage d'autrui. Il ne s'agit plus de s'être plus ou moins intelligemment trompé, d'avoir manqué à sa propre cohérence ou non-contradiction devant la loi, mais d'avoir trahi cette promesse qu'est tout vis-à-vis, toute relation à quelqu'un d'autre. Le mal, c'est cette incapacité de sentir que l'on peut faire souffrir. Pour moi le péché n'est rien d'autre* », écrit avec grande justesse Olivier Abel³. Et pour beaucoup d'entre nous, nous avons peine à l'aborder de front.

Etre bon

Nous souhaitons aujourd'hui qu'un professionnel ait conscience de ce qu'il fait, entre dans la réflexion de ses actes. Nous sommes dans la croyance que « si on réfléchit ses actes, alors on pourra trouver le 'juste' geste ». Réfléchir pour sortir de l'ignorance ou des préjugés; sortir de soi pour penser le rapport à l'autre : telle serait la responsabilité de l'acteur pour que ses gestes ne soient pas nocifs ou le moins possible, pour qu'ils n'entravent pas l'apprendre d'un enfant, par exemple. Nous poursuivons ainsi l'idéal d'un humain réfléchissant, s'éloignant de certains de ses *a priori* relevant d'une psychologie ou d'une sociologie naïve, l'idéal d'une pensée et d'un acte pensé. Cet homme et cette femme réfléchissant est bel et bien l'idéal auquel je souhaite que chacun tende, mais est-ce que je ne contribue pas à maintenir l'illusion que l'homme pensant est nécessairement bon et non destructeur ? D'autre part, lorsque je fréquente des êtres qui pensent leurs actes, qui ont conscience de leur responsabilité, de la vulnérabilité de l'autre, ils veulent - et c'est légitime - être dans le bien et ne supportent alors plus la perspective d'être « mauvais ».

¹ Sibony D., xxxx, p.364

² Abel O. Justice et mal, in Garapon A., Salas D. (dir.), *op.cit.*, p.137.

³ *Ibid.*, p.127

Certains enseignants provoquent - presque inconsciemment tant ils sont dans la certitude de leur geste - des catastrophes, blocages, refus d'apprendre, humiliation, rejet d'un autre. Eux non plus n'ont pas l'impression d'être destructeurs. Si l'autre se détruit, c'est au fond sa faute à lui. Ils supportent le mal qu'ils font, parce qu'ils le justifient par la mauvaise essence de cet autre. Ceux qui réfléchissent, cherchent dans les sciences humaines de quoi fonder leurs actes, ont la hantise de faire mal. Et ce faisant ils peuvent en venir à paralyser leur action humaine. D'autre part, j'ai l'impression qu'un enfant ne grandit que s'il rencontre à la fois de la sollicitude mais aussi quelque chose de négatif avec lequel il doit faire. Autant au niveau des parents que des enseignants « réfléchis », on tente de fuir tout mauvais pour n'être jamais à cette place, mais pour l'autre, ce « trop bon » peut devenir mauvais.

J'ai voulu me battre contre une destructivité à l'égard d'un autre, par méconnaissance, par refus d'entendre ce qui se passe dans l'intersubjectivité. Et il me semble maintenant qu'il y a une négativité nécessaire, mais qu'on ne peut pas vraiment penser. On ne peut pas dire : « soyons négatif », parce que ce négatif peut n'être pas destructeur mais constructeur. Et comment savoir s'il est destructeur ou pas ? Comment penser être « négatif » pour que l'autre puisse sortir de lui-même ? Il y aurait une négativité constructrice et une négativité destructrice ...

« Peut-on agir contre le mal sans faire du mal ? » s'interroge Olivier Abel. Cette question est un point aveugle de certains de nos métiers. Nous sentons que nous touchons une limite délicate, où peuvent se rejoindre des théories extrémistes, ce qui ne manque pas de nous mettre mal à l'aise.

3. CLINIQUES

Pour reprendre la terminologie de Paul Ricoeur, le mal subi et le mal agi sont au centre de la clinique.

Le mal subi

Nous pouvons revenir sur notre lutte en tant que professionnel, lorsque ceux qui sont en souffrance de ce qu'on leur a fait subir viennent tenter d'intégrer dans leur vie ce qui a été insupportable. Bien des questions se posent alors pour le clinicien. Comment aider la victime à ne pas s'identifier à son trauma, comment ne pas, en tant que professionnel, répéter le trauma déjà subi ? Notre société a donné légitimement existence à ceux qui ont subi le mal. Mais les transformer en victime peut s'avérer nocif. Garapon le dit dans ces mots : « *Or la peur distillée par les médias à propos de quelques faits divers horribles ne peut reléguer l'autre qu'au statut de 'monstre' incarnant l'altérité absolue ou, au contraire, de victime, c'est-à-dire d'un autre soi-même auquel on s'identifie et dont on partage les souffrances. La condition de victime polarise : la victime incarne l'innocence absolue et transforme son agresseur en monstre absolu. Elle est le contraire du sujet politique : réduite à son traumatisme elle est passive et ne peut que se plaindre. C'est d'ailleurs peut-être ainsi que le pouvoir contemporain aime ses sujets : comme des êtres diminués* »

par la peur et en attente de prise en charge. Une telle perception du mal -apolitique- empêche de penser la justice. Si l'on entre dans le monde par la psychologie, par la souffrance, par l'émotion, on aboutit à une impasse, car on se trouve dans l'impossibilité de faire coexister deux psychologies en même temps : celle du criminel et celle de la victime.»¹.

Bien des critiques du travail des professionnels, psychologue et autres, montrent que la victimisation des individus est un piège qui n'est pas sans rentabilisation pour ces professionnels. L'humain ne se réduit pas à son état de victime, affirme très fort Alain Badiou quand il parle du mal et de l'éthique². Assigner quelqu'un à son trauma, revient à l'empêcher de l'intégrer dans une évolution et le pousse à fonder son identité sur lui. Le discours psychologique n'est pas sans retentissement sur le social et l'évolution du sujet dans son désir d'une sécurité à tout prix, dans sa plainte continue face à la souffrance rencontrée dans la vie. Ainsi s'interroge Olivier Abel : « *Avec la douleur d'abord, avec la souffrance subie, un excès de subjectivité nous submerge(...) Toutes les ouvertures du sujet sont peu à peu obturées par la souffrance, le moi devient le centre d'un monde dont la rumeur nous vient étouffée, et c'est ainsi que le mal éprouvé peut être l'occasion de la méchanceté : la souffrance rend égocentrique. Si on ne parvient pas à rompre ce processus, l'incapacité à sortir d'un point de vue bloqué et enfermé dans la subjectivité souffrante, le sentiment que le monde extérieur est absurde, imprévisible, aléatoire, arbitraire et méchant, l'incommunication jointe au fait qu'apparemment les humains préfèrent échanger des violences plutôt que ne rien échanger, engendrera du malheur en plus* »³. Comment dire l'identité sans la bloquer ? Comment oeuvrer pour décentrer le sujet douloureux de lui-même ?

La clinique de celui qui a subi le mal est le terrain des thérapeutes. La réparation leur revient. Notre travail de clinicien se tient au bord de cette énigme : comment cet événement - le mal subi - peut-il ne pas faire répétition, comment cette souffrance peut-elle ne pas s'enkyster, comment la vie peut-elle l'intégrer, où sont les ressources d'une personne, ses forces de vie, comment de victime peut-elle ne pas devenir bourreau ? C'est notre travail, une fois le mal fait, mais ce travail est de prévention, car il vise que la souffrance ne rejaillisse pas sur d'autres, que la victime n'engendre pas d'autres victimes. Parfois cependant, nous voyons ces métiers dénoncer le mal et par leur action répéter le mal subi, user de l'autre une fois encore pour leur narcissisme et leur bon droit. Ainsi en va-t-il parfois de la maltraitance sexuelle, et de la manière dont les psychologues et assistants sociaux en usent dans le débat social et dans la chasse au monstre⁴. A notre niveau, nous devons surtout comprendre comment nous collaborons entre professionnels, et créons aussi parfois une déresponsabilisation des individus qui s'adressent à nous.

¹ Garapon A., Droit et morale dans une démocratie d'opinion, in Garapon A., Salas D.(dir.), *op.cit.*,p.201.

² Badiou A., *L'éthique et le mal*, xxxx

³ Abel O., *op.cit.*, p.139.

⁴ *Revue de thérapie familiale*, xxxx

A partir de cette clinique de la victime, on veut prendre des positions sociales, qui ne sont pas sans risque de dérive. De la souffrance, de la douleur, du destin brisé par la violence, de l'intolérable d'une violence actualisée sur un enfant, une femme ou un homme, de la passion destructrice d'un couple, de l'agression sauvage d'une vieille personne, nous sommes en tant que cliniciens les témoins et pouvons en mesurer les conséquences. Nous pourrions opter pour une position extrême qui consisterait à soutenir que notre métier intervient une fois le mal fait, que nous ne sommes pas responsables de la société, des errances humaines et des conditions qui causent le mal. Notre métier est lié au mal, et notre existence sociale aussi. Nous pourrions en rester là, en espérant même que le mal ne s'atténue pas, car cela nous rejeterait dans l'impossibilité à exercer.

Le discours est cynique, nous ne pouvons le tenir. Au nom des victimes, nous nous associons à des mouvements qui veulent que le mal cesse, que la violence s'estompe, que l'autre devienne moins menaçant. Nous sortons de notre réserve. Saurons-nous cependant comprendre que notre position ne peut résoudre à elle seule le problème de la violence, et que nous contribuons indirectement à fabriquer de la méfiance. Je souscris à la position de Antoine Garapon et Denis Salas qui soutient que le problème du mal ne se résout pas uniquement avec le discours psychologique. Actuellement, comme il l'écrit, le mal n'est pas à l'extérieur, mais c'est l'autre proche qui est devenu menaçant, et ceci en parlant du nouveau Code pénal, dont dit-il, on pourrait *«résumer la doctrine de la manière suivante : 'Enfants, méfiez-vous de vos parents qui peuvent vous maltraiter ou abuser de vous, épouses, de vos époux qui peuvent se montrer violents, employées, de vos patrons qui peuvent vous harceler, usager du restaurant, de vos commensaux s'ils fument, de votre partenaire sexuel qui peut vous infecter, de l'usager de la route qui peut vous tuer, etc.'* Nous sommes en guerre contre un ennemi qui n'a pas de visage (...) Un imaginaire de la victimisation a vite fait de se substituer à celui de la civilité et de la citoyenneté »¹

En tant que professionnels nous avons à nous interroger sur notre participation à cette victimisation et au fait que, de plus en plus, nous nous tenons nous-mêmes comme des victimes ayant des droits. La vie est un risque, faite de rencontres bonnes et mauvaises, de la souffrance dans laquelle nous devons ensuite trouver des forces et les ressources pour que ce ne soit pas destructeur. Nos métiers consistent minimalement à ne pas ajouter de la destructivité à la destructivité inhérente à la vie, à permettre qu'on tire des inévitables accidents négatifs des forces de vie et non des forces de mort. Nous sommes invités à mener une réflexion sur l'éthique de nos gestes. Et à être attentif à ceux qui sont en extrême fragilité sociale.

Quand on s'occupe de l'enfance, les dérives sont encore plus fortes. Nous voyons aujourd'hui se dessiner un courant qui tient l'enfance comme une minorité, et qui tente devant ce scandale de lui octroyer des droits à l'égal des homosexuels ou des minorités ethniques. Nous avons, dans le courant de notre vingtième siècle, compris

¹ Garapon A., Salas D., *La République pénalisée*, Paris, Hachette, 1996, p.74.

comment un enfant peut devenir victime de violence, d'abus, de maltraitance, d'exploitation, malgré les discours généreux qui se succèdent. Ces abus répétés, là où nous devrions être des obligés face à eux, là où réside notre responsabilité fondamentale, sont dénoncés, et c'est tant mieux. On cherche à protéger l'enfant des conséquences parfois nocives de sa dépendance. Mais ce faisant, et c'est tout le débat actuel autour des droits de l'enfant¹, nous sommes en train de lui donner des droits, et de casser sa légitime dépendance, de l'instituer comme responsable et autonome avant l'heure. Nous sommes, à cause d'abus, en train de mettre en péril une dépendance fondamentale, celle d'un humain par rapport à un autre humain, et d'instaurer des relations où le rapport intersubjectif se résume à l'affrontement d'un droit contre un autre. On peut imaginer que si cette tendance se poursuit, les enfants seront bientôt des clients qu'il faudra servir, qui pourront nous dénoncer si quelque chose ne leur plaît pas, qui useront des adultes comme des objets et pourront les jeter s'ils ne font pas usage. En fait on aura seulement inversé la scène; ce sont les enfants qui deviendront tyranniques, suffisants, cruels, destructeurs pour ceux qu'ils côtoient, et ceci à force de les avoir confortés dans leur droit. Alors les droits des enfants ne sont pas que positifs. Cette position est à nouveau sur une crête difficile. Mais que cela soit Caroline Eliacheff ou Antoine Garapon dont on ne peut soupçonner leur droiture, leur soucis de l'autre, ils montrent que les droits des enfants peuvent se retourner contre eux. Que notre discours de protection sert les adultes et leur intervention, qu'en tant que professionnel nous sommes, pour protéger, à promouvoir une pénétration des intimités telle que nous ne l'avions pas encore osée jusqu'ici.

Et paradoxalement, l'enfant victime devient le modèle du citoyen comme en fait l'hypothèse Joël Roman : « *Naguère, un individu en proie à la précarité vivait sa citoyenneté comme un récif soustrait à l'emprise de la fatalité, occasion d'une responsabilité individuelle et collective qui en pacifiait progressivement les abords en se donnant des prises sur l'avenir. Désormais s'est imposée une figure du citoyen-victime qui ne cesse d'ajouter à sa liste de griefs envers la collectivité, récuse pour lui tout risque en exigeant une sécurité quasi absolue, et cherche sans cesse à qui imputer le mal qui lui arrive. La figure de l'enfant illustre presque jusqu'à la caricature cette inversion des rôles et des significations : hier encore, il était un être faible qu'il fallait protéger, mais aussi, par son absence d'autonomie, l'envers même du citoyen, ce qu'il convenait de dépasser pour que le citoyen advienne. Aujourd'hui, sujet de droit par excellence, il est quasiment devenu la figure idéale et nostalgique du citoyen moderne, délié de toute responsabilité et tout entier détenteur de droit. Et notre sollicitude à l'égard de l'enfant-victime, dans le temps même où nous lui dénions son enfance, ne va pas sans une traque permanente de l'adulte-bourreau potentiel. Non seulement le sujet de droit a rejoint le citoyen, comme si on ne pouvait plus être sujet de droit sans être citoyen, mais il l'a contaminé de sa vulnérabilité : désormais, c'est un citoyen blessé, meurtri, qui*

¹ Thery xxxxx, Eliacheff C., *Vies privées. De l'enfant roi à l'enfant victime*, Paris, Odile Jacob, 1996.

s'adresse au corps social tout entier sa plainte, sa protestation contre l'injustice qui lui est faite. »¹(p.151)

Le mal agi

Bien des cliniciens ont travaillé avec ceux qui sont en grande violence, qui ont commis l'innommable. Bourreaux, nous savons qu'ils ont été des victimes, que l'enfance a pu leur être un enfer, qu'humiliation, exclusion ont fabriqué ces êtres qui ne ressentent rien à la douleur de l'autre, qui en jouissent sans même s'en souvenir. Le travail de Barlier², de Pain, de Sélosse nous ouvrent à ces psychismes dévastés, à cette psychose blanche, cette perversion intraitable. Nous avons à apprendre de leurs actes qui appartiennent pourtant à l'humain, et ne pas confondre violence des uns et des autres, même si toute violence exige réponse. Ils sont de victimes devenus des bourreaux, selon le mécanisme qu'a mis Freud en lumière.

Certes les circonstances, les conditions du grandir, n'expliquent pas à chaque fois la violence de l'un ou de l'autre, ses passages à l'acte. Depuis longtemps du travail se réalise, des possibles s'ouvrent, on fait mentir des destins. Ce travail est celui des thérapeutes, mais également des enseignants, des assistants sociaux, des médecins lorsqu'ils oeuvrent sur le terrain. Nous pouvons écouter les histoires de ceux qui étaient dans la violence et ont recouvré un espace d'amour et de reconnaissance. Dans les collèges, dans les écoles, ces récits peuvent nous enseigner à ne pas désespérer. On peut les lire, chez Pain, Debardieux ou Imbert. Il en est malheureusement d'autres, où le cercle s'est refermé sur notre impuissance et les forces de mort l'ont emporté. Clinique de la violence au quotidien scolaire : combien d'établissements pourraient raconter comment ceux qui sont étiquetés violents deviennent autre lorsqu'ils retrouvent des cadres, lorsqu'on s'engage envers eux, en présence, sans rien laisser passer, et qu'on leur permet de se regreffer au savoir, comme le décrit Jacques Pain³. Lorsque la violence est acte de désespoir, elle demande réponse, contention et espérance, face-à-face et reconnaissance.

De cette clinique de la violence, que pouvons-nous en retirer ? Certes, parfois de l'impuissance face à la destructivité, aux situations bloquées, aux échappées impossibles. Mais aussi une certitude, si chacun faisait son métier - le politique, l'enseignant, le parent, l'économiste - et avait conscience de sa responsabilité envers l'autre, alors peut-être la violence agie serait moindre. Cela ne veut nullement dire que la violence en serait éradiquée.

5. PREVENIR

« Qui pourrait être contre le fait de prévenir ? » Existe une violence conjugale, de la maltraitance à enfant, des conduites à risque, des passages à l'acte sur les corps et

¹ Roman J., *Sujet de droit et citoyenneté*, in Garapon A., Salas D., *op.cit.*, p.151.

² Barlier C., *Psychanalyse des comportements violents*, Paris, P.U.F. 1983; *Psychanalyse des comportements sexuels violents*, Paris, PUF, 1996.

³ Pain J., xxxxx

les objets, tout irait beaucoup mieux si nous pouvions oeuvrer pour qu'une telle violence n'apparaisse pas. Prévention, donc. Personne ou presque pour s'y opposer, mais cela suffit-il ? Ce discours de prévention, je le tiens aussi, et il n'est évidemment pas sans des travers. Nous avons d'abord à nous interroger sur notre position de psychologue et de psychanalyste, sur l'effet de notre discours sur le social, c'est-à-dire sur les limites de notre discours par rapport au politique. Le discours de la prévention qui est celui des professionnels de la santé peut en effet aller vers une aseptisation de la vie. L'être humain est un être de liberté, de raison, il est aussi un être d'extravagance, sa vie est d'excès. L'humain ressortit de l'*ubris*. Le sel de la vie ne se résume pas à ne pas fumer, ne pas boire, manger correctement, être dans la pacification, sans jamais élever la voix. Nous voyons, derrière la prévention, apparaître une volonté de rendre normal. A la fois c'est juste, et à la fois on aseptise, en fait, le vivant, parce que le vivant a besoin d'agressivité, de violence, d'excès, pour se sentir exister. Le discours de la prévention peut glisser vers un nouvel hygiénisme, ainsi que l'esquisse Garapon et Salas. On a de la peine à aborder, écrivent-ils, « *frontalement la question du mal, on essaye de la contourner grâce à deux discours : celui de la médiation, qui dissout le conflit, et celui de la prévention, qui dissuade le mal. Fort répandue aujourd'hui, la médiation ne postule pas le mal, mais le malentendu (...) La prévention, elle, s'attaque aux racines du mal. Elle prend la forme de comités de prévention de la délinquance, de prévention du sida, de prévention des conflits entre Etats qui fleurissent ces derniers temps* »¹ D'où l'évolution de nos relations sociales sur le modèle de l'assurance : « *La délinquance devient un risque comme un autre, le délinquant un aléa de la sécurité des sociétés modernes. Toute connotation morale, tout discours sur le mal en sont bannis, l'aseptisation politique est totale* ».

Une certaine logique de la prévention va de pair avec celle de la sécurité. Autant Garapon, Salas que Lagrange interrogent notre rapport à la sécurité, comme conséquence d'une idéologie préventive : « *La sécurité, ainsi que l'idéologie préventive dont elle précède, porte le rêve d'une désintensification de l'existence. La sensibilité vitaliste et le nouvel hygiénisme annonce une vie "qui ne veut ni vivre, ni renoncer à vivre" (Jaspers), une vie "refusant de se salir les mains dans une politique qui a toujours affaire à la force". Désormais, l'excès de vitesse, le tabagisme et la délinquance sexuelle sont traités sur un même mode, celui de la politique publique de sécurité. Une telle réduction puritaine du droit pénal désincarne la vie sociale et dépolitise la vie publique. Quelle place reste-t-il à la justice dans une idéologie préventive qui dénie à la violence sa dimension politique et à la vie son tragique ? Bien sûr, il faut réduire les risques, mais à la condition de ne pas réduire la politique à la prévention des risques. La recherche de sécurité, qui est le fondement même du politique, sombre dans l'idéologie sécuritaire lorsqu'elle perd de vue qu'il n'y a pas de politique sans tragique ni utopie. Le mal politique, n'est-ce pas aussi la privation de récit, la dérive gestionnaire du mal, c'est-à-dire*

¹Garapon A., Salas D. (dir.), *La justice et le mal*, op.cit. p.10.

son traitement sur un mode statistique ? »¹ Nous devons être attentifs aux dérives de nos discours, à une surpsychologisation des problèmes, à ne pas participer à un nouvel hygiénisme.

Le discours de la prévention tenu surtout par nos métiers contient une autre dérive. On a tendance à en occulter la limite politique, à confondre les ordres d'intervention, à se substituer à la justice². La prévention risque dès lors de nous faire occuper une position sociale induue. Ou vouloir que la société se transforme en une thérapeutique généralisée. Reste la question de comment le savoir des uns peut être utile aux actions des autres, sans pour autant vouloir se substituer à la profession de l'autre. Quand les juges jugent, ils jugent, mais peut-être pourraient-ils ne pas nier certains détours psychiques ? Comment les cliniciens peuvent-ils transmettre un savoir sans vouloir se substituer au politique et au juridique ? Reconnaître la violence comme mal humain est un premier pas, où le psychologue n'a pas à lui seul la vérité du mal, où la définition psychologique du mal s'arrête à la porte du social. *« Le rôle du politique consiste à médiatiser la violence, à rationaliser celle-ci en lui donnant un cadre, des références, en permettant d'identifier l'ennemi, de trouver un terrain d'affrontement. C'est la tâche de la politique que de traduire les tensions et les discordes qui bouleversent les hommes, de leur donner une expression permettant de contourner les précipices vers lesquels glisse la violence extrême. Il faut convertir les passions politiques en croyance dans les institutions démocratiques qui les mettent en scène et leur donnent forme. Qu'est-ce que le politique, sinon le lieu d'apparition de l'autre ? »*, écrit Garapon³

Où est notre limite d'intervention ? Où devons-nous nous garder d'intervenir, car c'est au niveau d'une vraie politique que cela se pose ? Nous ne pouvons pas jouer à l'autruche. Notre discours est repris dans le social et peut jouer un rôle pervers. Nous ne sommes pas strictement responsable de l'usage qu'on fait de nos paroles, de la généralisation psychologique du social. Certains fustigent la psychanalyse et les psychanalystes d'avoir divulgué les découvertes freudiennes, de ne pas s'en être tenus à leur métier de thérapeute, à avoir voulu soigner le social, comme Freud l'avait d'ailleurs esquissé. Peut-être cela ne pouvait pas être autrement. Mais nous en connaissons les retombées, comment par exemple le discours psychologique peut être repris par un sujet pour se protéger de toute entame, de toute responsabilité. J'ai lu récemment les propos d'un enfant brésilien, qui avait vandalisé l'école et comme couverture disait en substance : *« Ne me grondez pas, ma mère est nerveuse, ne me punissez pas mon père est alcoolique »*. Le discours psychologique peut entraîner dans le social une irresponsabilité, cette plainte dont parle Garapon, cette insistance à se présenter comme citoyen-victime qui réclame des dommages et la

¹ *Ibid.*, p.11.

² « Nous sommes condamnés à juger - bien si possible . tel est le mal dont nous ne pouvons nous défaire. Qu'une société y renonce, et elle condamne les juges en s'identifiant tout entière à des avocats généreux; que les avocats renoncent à plaider, et ils se transforment en thérapeutes compatissants; que des thérapeutes se déclarent impuissants et renoncent à soigner, et la même société se prend à hurler, se mue en procureur impitoyable. »

³ Garapon A., *Droit et morale dans une démocratie d'opinion*, in Garapon A., Salas D.(dir.), *op.cit.*,p.201.

reconnaissance de sa différence. La plainte nous délivre de nous affronter à l'événement et d'accepter qu'on a aussi une part de responsabilité dans notre manière d'y faire face, que rien ne nous délivre d'avoir à le traiter. Comment sommes-nous touchés par la compassion au point de ne plus savoir faire face, sinon pour pleurer avec, pour dire que c'est injuste. Cela l'est, mais cela ne peut fonctionner comme une excuse. Nous pourrions soutenir que l'usage du discours psychanalytique par des tiers ne relève pas de notre responsabilité, et pourtant.

Conditions

Toute société des hommes est dans l'obligation de réguler l'agressivité et la violence des humains. Elle crée pour cela des lois, des institutions, des médiations pour que la loi du plus fort ne l'emporte pas. La loi tempère les passions, elle protège ceux qui sont les plus faibles, triangule les relations, impose des interdits pour que l'échange puisse se tenir. Le rapport à la loi tente d'empêcher les rapports de séduction, de manipulation et de mensonge.

Nous savons que notre rapport à la loi et à l'interdit a changé au cours du temps. Nous avons cru, récemment, pouvoir nous passer d'interdits pour que les enfants grandissent en liberté, et nous nous apercevons que cette absence peut rendre fou, entraîner des confusions de place, de générations, et que dans un tel contexte c'est la loi du plus fort qui l'emporte. Aujourd'hui, la question du rapport à la loi est cruciale. Dans le domaine de l'éducation comme dans d'autres domaines, on tente de passer de la morale à l'éthique, de l'obéissance à la responsabilité, de la soumission à l'espace d'une discussion critique, de l'application de la loi à la mise en acte d'une loi qui parfois, dans la singularité d'une situation, doit être transgressée pour en conserver l'esprit et non la lettre; nous tentons de ne pas esquiver les dilemmes où il faut choisir entre un respect de la règle et un respect de la personne.

Le rapport à la loi convoque la question de l'éthique dans l'éducation. Nous travaillons ici dans un certain registre de l'humain : comment chaque homme peut-il souscrire à cette visée éthique, c'est-à-dire devenir un être humain responsable, libre de ses choix et capable de discernement ? Les philosophes¹ mettent l'éducation au fondement de l'éthique, ils l'inscrivent dans l'apprentissage du vivre ensemble, « un parmi d'autres », dans la confrontation à l'autre et à l'interdit. Cela exige de mettre en place les conditions pour que les enfants existent comme sujet, et qu'ils soient autorisés à dialoguer, à entrer dans le point de vue de l'autre, à discuter; qu'ils s'inscrivent dans la culture, accèdent à la sublimation, à l'intelligence des choses, à la responsabilité de soi et des autres.

Nous avons cru, pédagogues et parents, qu'il importait de ne pas contraindre, de ne pas frustrer, pour que ceux à qui nous avons donné naissance puissent grandir sans trop de souffrance et de restriction. Nous avons du mal à mettre des limites, un cadre; nous ne savons plus tenir les interdits. Sans loi, sans symbolique, il n'y a que

¹ Voir Imbert F., *La question de l'éthique dans le champ éducatif*, Vigneux, Matrice, 2e., 1993.

le chaos; si nous ne savons pas qui nous sommes, nous ne pouvons pas échanger. C'est en travaillant aujourd'hui à un fondement éthique de l'éducation que nous éviterons peut-être les dérives de notre rapport à la loi, que l'on ne tombera pas une fois encore dans l'excès des figures d'autorité, que l'on ne fabriquera pas une loi ne protégeant que certains, une loi inique laissant les "démunis" sans défense. On aspire à une justice d'équité. Nous connaissons notre rêve d'harmonie sans loi et son chaos. Nous avons mesuré les dégâts psychiques pour un enfant soumis à une autorité tyrannique; et ceux pour un enfant sans limite et sans loi; nous avons dénoncé la nocivité d'un contexte où la confusion des générations peut avoir lieu - que ce soit par l'inceste ou la parentification des enfants. Nous avons éprouvé l'importance des interdits structurants - interdit d'inceste, de meurtre et de mensonge.

Nous aurons surtout à lutter contre une tendance que nous voyons s'esquisser présentement : un juridique qui prend de plus en plus de place dans la régulation des relations entre les humains. Cette tendance provoque une déresponsabilisation de chacun, des professionnels du droit étant requis pour nous indiquer le point à ne pas franchir. Irons-nous vers un droit sans devoir, vers un droit qui ne s'inquiète plus de l'autre ? Des indices peuvent nous le faire penser. Entre un juridique qui envahit les relations, et un rapport à la loi, humain et réfléchi, où chacun est responsable, nous aurons peut-être la lucidité d'opter pour la seconde perspective et trouverons comment, dans l'éducation, rendre possible ce qui n'est qu'une utopie.

Alors il importe de répondre, cadrer, structurer, entendre, mettre en place des lieux de paroles, ne rien laisser passer sans pour autant rejeter ou stigmatiser, mais il importe surtout de résister à la médiatisation de la violence, à la recherche du coupable, à l'accusation réciproque. Nous avons tous nos responsabilités face à une évolution qui nous dépasse et qui vient de loin, que nous devons assumer pour que cette évolution ne laisse pas trop de place au pire. Dans ce pire, il y a notre manière de nous protéger en rejetant la faute sur les autres; notre manière de ne pas vouloir assumer ce qui nous revient de peur que nous soyons accusés par les autres d'être des incapables.

Nous savons donc comme professionnel qu'aujourd'hui les conditions pour grandir, pour apprendre et même pour vivre ne sont pas toujours réunies, que nous sommes tous impliqués dans le passage à l'acte de certains. Personne n'est épargné. Parent, enseignant, politique, urbaniste, industriel, quelles conditions donnons-nous pour vivre ? Vivre exige de pouvoir exister au regard de quelqu'un, que se soit par le travail ou une autre activité¹. La violence est ce langage d'extrémité pour ceux qui n'ont plus rien à perdre, qui ne sont reconnus par personne, n'ayant aucun miroir qui pourrait refléter leur dignité d'humain. Il nous faut oeuvrer pour que puissent exister des conditions où habiter, vivre, grandir, apprendre soient possibles. Cela concerne notre travail, et renvoie chaque métier à son possible et ses limites. La justice doit-

elle faire les basses oeuvres d'un libéralisme économique qui met sur la touche certains et dont les conséquences ne peuvent être récupérée que par la prison¹ ? Comment l'école fabrique-t-elle ses exclusions ? Nous avons à faire nos métiers et les faire bien. Comme le développe Guy Jobert², il n'y a compétence à vivre que s'il y a reconnaissance; il n'y a intelligence au travail que si on peut créer du lien social, si on entre dans le cercle du don et du contre-don.

La violence est nécessairement humaine. Nous avons à la combattre, mais nous avons aussi à la reconnaître et certes pas à l'éradiquer. Nous devons nous inquiéter que notre rapport à l'autre devienne de plus en plus difficile. Nous avons à accepter le conflit, les règles du jeu, à codifier nos échanges pour qu'ils aient lieu. Nous avons à interroger le rôle que nous jouons en tant que professionnel qui avons un savoir sur l'humain, à considérer comment nous y avançons notre carte et notre narcissisme, à considérer notre violence, notre impossibilité de dialoguer avec celui qui n'a pas les mêmes références que nous, notre nécessité d'évincer l'autre pour pouvoir exister.

Nous pouvons donc travailler sur les conditions qui permettent à un enfant d'exister, de n'être pas rejeté, nous avons à lutter contre l'humiliation, à empêcher la fabrication de bouc émissaire, la construction d'une violence pathologique liée à l'exclusion d'un sujet. Mais il est tout aussi évident que nous avons à préserver la violence quand elle est cri poussé face à l'intolérable, à la préserver pour la canaliser vers d'autres créations, vers d'autres affrontements. La vie est faite de risque, d'accident, d'angoisse, de bousculement. Il ne faut pas confondre la violence faite consciemment en vue de nuire, et celle qui s'attaquent aux objets pour exhiber l'angoisse d'exister. Pas confondre le cri lancé avec le sadisme. La violence est une constante humaine. Ce faisant, peut-être devons-nous faire le deuil d'un être sans violence, accepter que nous serons toujours dans cette tension entre violence et pacification, entre soi et l'autre, et que c'est un moindre mal.

¹ Michaud Y., *La violence apprivoisée*,

² Jobert G., *La compétence à vivre. Contribution à une anthropologie de la reconnaissance au travail*. Mémoire pour l'habilitation à diriger les recherches, Tours, 1998.